



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Democratisation-des-prets-au>

Démocratisation des prêts au logement ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 756 - mai 1978 -

Date de mise en ligne : mardi 2 septembre 2008

Date de parution : mai 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

« LE Monde » (1) annonce des mesures, en substance celles-ci : Prêts de 20 000 F sur vingt-cinq ans, sans intérêt. L'Etat prend en charge intégralement les cinq premières annuités de remboursement. A partir de la sixième année et pendant vingt ans, l'emprunteur n'a à rembourser, au maximum, que 83 F par mois. Cette somme ne peut aller qu'en diminuant. La qualité de l'habitat sera améliorée et supérieure à ce qu'elle aurait dû être. Voici, résumées, les dispositions prises le 9 décembre 1977 en Conseil des Ministres.

Ainsi pour la première fois en France un gouvernement, que ses adversaires estime encore gaulliste et même de Droite, a pris conscience de la misère de l'habitat des Français et a décidé des mesures financières importantes et intéressantes quoique sans atteindre encore les 65 années de pratique en Allemagne fédérale. Mais ces dispositions s'opposent diamétralement aux habitudes libérales des services à la sidérurgie, au patronat hôtelier ou à M. Marcel Bloch-Dassault.

Simultanément c'est un coup décisif porté aux calomnieux prôchant une nouvelle Economie politique. Des mesures de cette nature, sans bouleverser le système financier, s'inscrivent cependant en contradiction de ses principes pour obtenir une atténuation des crises qu'il engendre.

*

Malheureusement, il reste à dire que cette magnifique démocratisation de l'aide au logement », les millions d'intéressés l'attendent encore longtemps d'un gouvernement Raymond Barre.

Il s'agit, en réalité, très humblement, d'une indemnisation allouée à 2 000 bénéficiaires. « Bénéficiaire » est peut-être même excessif, puisque étant relatif aux malheureux « couillonnés » par Albin Chalandon, ex-ministre de l'Equipement et du Logement, géniteur irresponsable de la maison individuelle à bon marché (*).

Pour étouffer l'affaire dans l'oeuf et au sein de la cathédrale de Montpellier, que les souscripteurs occupaient depuis une semaine, le gouvernement a tout simplement décidé de payer la note des escroqueries en cascade que cette initiative, mal conduite, avait suscitées.

(1) « Le Monde » du 11-12-77 communiqué par M.-R. Lepage.

(*) N.D.L.R. - Et allouée est excessif aussi, car il s'agit d'un prêt et les « intéressés » ne sont pas d'accord, ne s'estimant pas responsables des malheurs.